Les négociations sur le climat prennent enfin une autre tournure

Partage international n° 423 – Novembre 2023

Le 20 septembre, les Nations unies ont organisé à New York un sommet sur l'ambition climatique *« sans langue de bois »* afin d'accélérer les progrès en vue de mettre un terme à la crise climatique. Les acteurs habituels – gouvernements nationaux et locaux, chefs d'entreprise, institutions financières et représentants de la société civile – étaient présents, mais il ne s'agissait pas d'une réunion habituelle sur le climat. Seuls les « pionniers », c'est-à-dire ceux qui ont des projets, des plans et des politiques crédibles et ambitieux à présenter, ont été mis à l'honneur et invités à s'exprimer. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont brillé par leur absence. Bien qu'ils aient adopté la loi sur le climat la plus ambitieuse à ce jour, les Etats-Unis restent l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de pétrole et de gaz. Au Royaume-Uni, le premier ministre Rishi Sunak a récemment commencé à revenir sur certains engagements pris par son gouvernement en matière d'émissions nulles.

Le résultat le plus important du sommet a peut-être été de mettre enfin en évidence le fait que la combustion des combustibles fossiles est la principale cause du changement climatique. Jusqu'à présent, dans d'autres réunions sur le climat où les plus grands pollueurs ont mené la danse, la nécessité d'éliminer progressivement les combustibles fossiles n'a jamais été retenue comme une stratégie adéquate, mais elle a été un sujet majeur lors de ce sommet. Comme l'a déclaré le gouverneur de Californie Gavin Newsom sous les applaudissements : *« La crise climatique est une crise des combustibles fossiles. Ce n'est pas compliqué. »*

Lors de leur présentation sur le thème de l'accélération de la décarbonation et de la justice climatique, de nombreux dirigeants nationaux ont annoncé qu'ils avaient devancé leurs échéances pour atteindre le niveau zéro net, et d'autres ont exposé leurs plans et leurs politiques, tels que : l'élimination de tout nouveau projet charbonnier et l'accélération de son élimination progressive ; l'élimination complète du pétrole et du gaz ; l'interdiction de l'expansion du pétrole et du gaz ; la fin des subventions aux combustibles fossiles ; l'accélération du déploiement des énergies renouvelables ; et le renforcement de la taxation du carbone. Le Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement a appelé à l'adoption d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles et d'un plan mondial d'élimination progressive assorti d'un calendrier précis

Pour parvenir à la justice climatique, les dirigeants ont soutenu le programme d'accélération du Secrétaire général, qui comprend la réalisation de l'objectif de financement de près de 100 milliards d'euros, la reconstitution du Fonds vert pour le climat, la mise en place du nouveau fonds pour les pertes et dommages et la mise en place d'une couverture universelle par des systèmes d'alerte précoce d'ici 2027 ou même avant. La refonte du modèle économique des banques multilatérales de développement et la prise en compte de la viabilité de la dette des pays en développement ont été considérées comme des conditions essentielles pour accélérer l'action climatique. Le Fonds monétaire international a fait remarquer que l'argent nécessaire pour financer la transition vers un monde à faibles émissions pourrait être généré en transférant les près de 7 000 milliards d'euros de subventions accordées actuellement aux combustibles fossiles vers les énergies renouvelables.

Reconnaissant que presque tous les indicateurs climatiques sont dans le rouge et vont dans la mauvaise direction, les dirigeants du sommet ont convenu que les importantes réductions d'émissions nécessaires exigeront une coopération et une coordination sans précédent entre toutes les zones géographiques, les juridictions et les industries, ainsi que des niveaux de mobilisation financière et de partage des technologies jamais atteints auparavant. La prochaine occasion de collaborer au niveau international sur le climat sera la COP28, qui se tiendra du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Ce nouvel accent mis sur l'élimination progressive des combustibles fossiles pourrait permettre de recadrer les négociations lors de la COP28 à Dubaï en décembre.

Date des faits : 20 septembre 2023

Sources : Actualités des Nations unies, axios.com
Thématiques : environnement

Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète